DEUXIÈME PARTIE – LA SITUATION SUR LE PLAN DE LA SÉCURITÉ

Aperçu

De prime abord, la situation sur le plan de la sécurité en Sierra Leone paraît passablement simple : un gouvernement démocratiquement élu est confronté à une rébellion quelque peu diffuse d'un groupe d'anciens soldats mécontents. La réalité est à l'opposé de ce diagnostic. Pour commencer à comprendre la véritable complexité de ce conflit, il faut d'abord connaître plusieurs faits d'une importance fondamentale.

En premier lieu, le conflit en Sierra Leone est indissolublement lié à la sécurité de toute la sous-région; on ne peut donc l'étudier isolément. Toute mesure prise à propos de ce conflit aura inévitablement des répercussions sur la situation et les politiques en matière de sécurité de la Guinée, du Libéria, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Ghana et du Nigéria.

Deuxièmement, ce conflit ne peut pas faire l'objet d'une solution purement militaire. Il s'agit d'une guerre anti-insurrectionnelle; une victoire totale, à supposer qu'elle soit possible, demanderait des années, pour ne pas dire des décennies, d'une coûteuse guérilla dans la brousse. Le mieux qu'un camp puisse espérer obtenir, c'est de gagner une certaine supériorité militaire sur son adversaire. À la lumière des tactiques et stratégies suivies par les deux rivaux, il semble que toutes les parties au conflit reconnaissent cette limitation; de ce fait, elles se font constamment la lutte pour obtenir un avantage tactique, aussi modeste soit-il.

Troisièmement, le conflit en Sierra Leone ne comporte pas uniquement une dimension militaire : le problème compte un important volet policier dont il faut tenir compte, de concert avec les aspects militaires, si on veut que la paix s'enracine vraiment dans le pays.

Enfin, il faut s'attaquer dans les meilleurs délais à la dimension de sécurité du conflit en Sierra Leone, car, en l'absence de paix et de stabilité, il n'est pas possible de prodiguer les secours dont un grand nombre de personnes ont un besoin criant. Sans sécurité, suivie d'une aide et d'une assistance, ce pays déchiré par la guerre ne peut pratiquement pas nourrir d'espoir de reconstruction et de remise en état économiques.

En ce moment, la situation d'ensemble dans le pays est extrêmement tendue. Le GOSL et l'ECOMOG contrôlent fermement la situation dans la capitale même, Freetown, où la meilleure description de la situation est la suivante : on y assure la sécurité, mais elle n'est pas nécessairement sûre. Tant le GOSL que l'ECOMOG affirment avec insistance que toute la péninsule de Freetown est à l'abri du danger, mais cette assertion semble pécher par un certain excès d'optimisme. L'ECOMOG peut garantir la liberté de mouvement dans la péninsule, mais les informations actuelles indiquent que les rebelles continuent de s'infiltrer et de mener des activités de collecte de renseignements, à un degré assez important, un peu partout dans la péninsule.